

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61. 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Palestine LA PAIX S'OBTIENT PAR LA LUTTE

Barre à Tours Les petits commerçants dans la manifestation

Lundi, Barre est venu à Tours promettre à la France et aux Français un «*avenir de progrès et de justice*». Pour le présent, dans la ville de Royer, auteur d'une loi sur l'équilibre entre «*le monde du commerce et de l'artisanat traditionnel et les formes modernes de production et de distribution*», Barre n'a pas mâché ses mots : en fait d'équilibre, il s'agit d'accélérer la modernisation qui s'est pourtant déjà largement développée dans la dernière période

et malgré la loi Royer ! Ce que cela va être, les petits commerçants s'en doutent : aussi étaient-ils un grand nombre à s'être joints à la manifestation de plus de 2.000 personnes réunies pour l'occasion place de l'Hôtel-de-ville.

Dans la salle-même, les promesses de Barre furent accueillies par ce que l'on appelle «des mouvements divers» par l'assistance composée essentiellement de commerçants.

Interdiction du meeting de soutien aux luttés contre l'impérialisme français

Mais la force est de notre côté



Combattants sahraouis.

Le meeting de soutien aux luttes contre l'impérialisme français, à la lutte du peuple sahraoui qui devait se tenir ce mercredi à la Mutualité, à Paris, a été interdit par la préfecture.

Pour justifier cette nouvelle atteinte à la liberté d'opinion, de réunion, d'expression, il fallait quelques prétextes : Le Pen était là prêt à rendre ce service : il annonçait une manifestation, avec ses compères du PFN.

La justice égalitaire et libérale avancée pouvait lors intervenir et interdire toute manifestation ou meeting.

La botte française, elle est toujours là, au Sénégal, en Mauritanie... et la France des monopoles est toujours prête à quelque aventure coloniale dans cette région : discussion avec le Front Polisario d'un côté, préparation et menaces militaires de l'autre et interdiction d'un meeting à la Mutualité...

Mais dans l'ensemble, les bruits de bottes dont rêve Le Pen font partie du passé. L'impérialisme français ne fait plus la loi comme alors. Depuis le tiers-monde s'est dressé ; et le peuple algérien a déjà mis dehors l'impérialisme français et il est prêt à recommencer, le peuple sahraoui s'est armé.

L'interdiction d'un meeting de soutien à ce peuple ne fait que sanctionner ce nouvel état de fait : il est l'acte quelque peu dérisoire d'un impérialisme jadis tout puissant dans cette région et qu'un nouvel ordre dans le monde a contraint à rabaisser quelque peu ses prétentions !

Le président égyptien est maintenant revenu de son voyage à Jérusalem. Au-delà de l'énorme battage fait autour de cette initiative très vivement controversée dans le monde arabe, il ressort maintenant et avec d'autant plus de force cette vérité désormais ineffaçable qu'aucune paix, aucune solution ne saurait survenir dans cette région du monde sans les Palestiniens, par-dessus ce peuple qui d'ores et déjà a conquis au prix du sang une place que nul ne peut contester.

Au-delà du spectaculaire voyage, ce sont donc les contradictions et difficultés sans issue de l'État sioniste d'Israël d'une part et d'autre part, la ferme et claire résolution du peuple palestinien exprimée par son organisation l'OLP à poursuivre dans la voie juste qu'il s'est tracée qui apparaissent maintenant.

«Le peuple palestinien n'est pas un mendiant qui cherche à aller à toute conférence de paix à l'invitation d'un ancien terroriste dont les mains sont entachées de sang palestinien et arabe... Nous avons prouvé par la lutte, par le soutien indéfectible des peuples arabes, notre droit à la vie et à l'indépendance... La paix au Proche-Orient passe inéluctablement par les Palestiniens et il n'y a pas de Palestiniens sans l'OLP... La lutte du peuple palestinien sera renforcée sur tous les plans et la résistance va développer ses activités en Palestine occupée». C'est en ces termes qu'Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris, a présenté les décisions du Comité exécutif de l'OLP réuni dimanche sous la présidence de Yasser Arafat.

La paix ne viendra pas d'initiatives, si spectaculaires soient-elles, la paix ne se quémande pas, la paix s'obtient par la lutte.

Editorial

Plan Barre ou 1er décembre

Refusez de suivre les marchands de promesses

Le gouvernement, par l'intermédiaire de Barre, a mis sur pied un plan d'austérité, prétendant pouvoir ainsi freiner la hausse des prix. Barre a demandé au patronat de bloquer les salaires ; menaçant même de refuser des subventions aux patrons qui n'obéiraient pas à cet ordre.

Selon la voix des monopoles, si ça ne va pas comme eux le voudraient, c'est toujours la faute des autres ! Il leur faut des boucs-émissaires.

Pour la bourgeoisie, il s'agit toujours, mais surtout en période de crise, de chercher à créer la division entre les travailleurs et notamment dans la classe la plus révolutionnaire : la classe ouvrière.

Elle veut frapper en premier les immigrés en utilisant le racisme.

Selon le patronat, lors de ses dernières assises, s'il y a du chômage, c'est la faute des femmes qui veulent travailler ! Quant aux petits paysans, le pouvoir veut depuis des années accélérer la concentration en acculant les petits à la ruine. Il en est d'ailleurs de même pour les petits commerçants.

En rajoutant les jeunes qui soi-disant, ne veulent pas travailler et les ménagères «*qui n'ont qu'à acheter ce qui est le moins cher*», la boucle est bouclée ! Les boucs-émissaires ce sont toutes les couches populaires.

Les partis de la fausse gauche et les confédérations syndicales qui leur sont liées, prétendent combattre le capitalisme. Or, depuis des années, ils font semblant de protester en organisant de temps en temps des journées dites «d'action». Aujourd'hui, ils sont avant tout préoccupés par les échéances électorales. Ils ont programmé et décidé (sans aucune consultation des travailleurs comme d'habitude) de «continuer le 24 Mai»... le premier décembre ! Edmond Maire a mangé le morceau, il a avoué qu'il s'agissait en fait de raccommo-der l'Union de la

«gauche». Il a même été dit que le mot d'ordre central devait être «Union, action, actualisation» !

Les dirigeants syndicaux ont appelé à boycotter la manifestation contre les mesures Stoléru le 19 novembre, participant ainsi activement à la division de la classe ouvrière. Pour le premier décembre, ils demandent aux travailleurs, non pas de développer les luttes en cours dans les entreprises et les élargir, mais de montrer que l'Union de la «gauche» est possible si les travailleurs suivent les directions syndicales. Ils veulent que ce soient les bourgeois de gauche qui servent le système à la place des bourgeois de droite. C'est cela qui compte pour eux et non les revendications des travailleurs. C'est bien pourquoi la journée du premier décembre doit être combattue comme étant contraire aux intérêts des travailleurs.

Pour combattre le racisme et la politique d'austérité du pouvoir, les masses populaires n'ont pas d'autre voie que de s'unir, dans la lutte et pour la lutte contre ce système antipopulaire et ses défenseurs. La classe ouvrière a besoin de retrouver son unité, elle y arrivera en refusant de suivre les marchands de promesses qui depuis des années leur font miroiter de soi-disant changements qui interviendraient miraculeusement par les bulletins de vote.

Pour mener à bien ces luttes de classe, non seulement les syndicats doivent être indépendants des partis bourgeois, mais les masses populaires doivent s'organiser dans le parti de la classe ouvrière, le Parti marxiste-léniniste.

C'est avec l'appui des larges masses les plus exploitées, que ce parti prolétarien pourra remplir pleinement le rôle qui est le sien : un état-major de combat capable de guider la masse des travailleurs à l'assaut de la citadelle, vers leur émancipation.

**VOIR
ARTICLE
PAGE 3**
**Législatives
Ecologie 78 :**
**aucun
désistement**



Victime de sévices policiers

Il est condamné !

René Ad olphe, un ferrailleur de Bandol dans le Var avait accusé des gendarmes de cette localité de lui avoir fait subir des sévices graves. Les gendarmes mis en cause ne devraient comparaître devant le tribunal d'aix en Provence que dans le courant de l'année prochaine. En attendant c'est leur victime qui a été condamnée à deux ans de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. La justice s'est en effet souvenue, fort à propos, de vols qu'il aurait commis en mars 1976.



SPORT

Rugby : France-All Black

Le triomphe du jeu intelligent sur la force

La défaite de l'équipe de France de rugby face aux Néo-zélandais, c'est en quelque sorte la revanche de ce que ce sport peut avoir d'imaginatif, de beau, d'agréable pour le joueur et le spectateur, sur une conception qui fait du rugby un sport de combat et non plus un jeu de ballon.

Le jeu de l'équipe de France est basé sur la force physique et le poids de ses huit avants, véritables mastodontes. Il consiste à imposer à l'équipe adverse et surtout à ses avants une épreuve de force où les avants français parviennent peu à peu à user, à fatiguer l'adversaire qui finit par céder en général. Les trois-quarts français sont réduits au rôle de défenseurs le plus souvent. Le jeu de cette équipe conçu comme le meilleur moyen de gagner est un rugby de tranche, statique, sans les grandes courses et les envolées qui font la beauté de ce sport.

Ce rugby brutal, de commando, qui se joue dans un petit périmètre, en s'ap-

puant sur les grands coups de pied du demi d'ouverture, ce jeu à huit joueurs incapables de courir beaucoup s'est trouvé samedi totalement dépassé par la rapidité, le jeu complet à 15 joueurs des Néo-Zélandais. Ceux-ci ont su habilement éviter l'épreuve de force, ont amplement joué au ballon, ont obligé les huit lourdeaux français à courir, ce qui n'a pas duré longtemps, ils n'en ont pas l'habitude. Ils ont su neutraliser les coups de pieds monocordes de Romeu. Les avants français rendus impuissants, les trois-quarts ont essayé d'attaquer. Vainement ; ils n'ont plus cette habitude et le jeu d'attaque est le plus difficile.

Malgré la défaite, les responsables français ne sont pas prêts à abandonner leur conception. Peu importe le plaisir de jouer. Il faut gagner la prochaine fois, avec un peu plus d'agressivité voire de brutalité, en étant les plus forts. Les amateurs de beau rugby continueront à apprécier.

Marchais devant la presse sportive

«Nous sommes pour le sport d'élite»

Au lendemain de France-Bulgarie, pendant la discussion du budget des sports à l'assemblée et 4 mois avant les élections législatives, Marchais vient de se sentir l'âme sportive. Pour rencontrer la presse sportive, c'est tout juste s'il n'avait pas mis des chaussettes de foot, un short et un maillot tricolore. Déjà la veille il avait assisté au «match historique», pour bien montrer que cela l'intéressait. Les nécessités de la politique électorale obligent...

Marchais a tout d'abord déclaré qu'il était favorable à la participation de la France à la coupe du monde, même en Argentine, pays fasciste de dictature militaire. «Si on se déplaçait en fonction du respect des droits de l'homme, nous n'irions pas dans beaucoup de pays. Aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest», a-t-il précisé.

Puis un discours très électoraliste sur les moyens matériels mis à la disposition des Français sportifs il

nous promet plein de stades et 800 profs de gymnastique.

Ces promesses correspondent-elles à une conception du sport de masse ? Non pas du tout : «Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui s'opposent au sport d'élite. Ce dernier exerce une attraction certaine sur la jeunesse (...)

Imaginons un instant que l'équipe de France réalise une performance exceptionnelle en Argentine. Des centaines de milliers de gosses auront envie de taper dans un ballon.» dit-il.

Admettons que des milliers de fils de travailleurs se prennent pour Platini... Et alors ? Quels moyens auront-ils de développer leurs capacités sportives, si Marchais s'en tient à la même conception du sport d'élite que Giscard aujourd'hui ? Va-t-on mettre les stades et les moniteurs au service de la formation d'une élite au service de la masse des amateurs de sport ? Telle est la question de fond.



● Somalie

L'EXPULSION DES SOVIETIQUES

Après les Cubains, tous expulsés la semaine dernière, les experts et autres conseillers soviétiques continuent d'évacuer en toute hâte le pays. Manifestement, leur départ est accueilli avec soulagement et satisfaction par la population somalienne ; six Soviétiques auraient été légèrement blessés dans la nuit de vendredi à samedi au cours d'incidents avec des Somaliens. Des véhicules transportant des ressortissants soviétiques vers le port ou l'aérodrome ont été l'objet de jets de pierres ou de pétards.

Certains «coopérants» russes ont subi des rebuffades de la part des commerçants somaliens qui ont refusé de leur vendre de la viande, en invoquant qu'ils avaient le droit de vendre à qui ils voulaient «maintenant que la Somalie est un pays libre». D'autres leur proposaient des bananes au prix de... 8 F l'unité ! Enfin les cadavres de deux chiens sur lesquels avaient été peints le mot «russe» auraient d'autre part été déposés devant la porte de la propriété où les Soviétiques ont tous été rassemblés en attendant leur départ.

Tous ces faits, comme les 100 000 manifestants présents à Mogadiscio la semaine passée, témoignent avec éloquence de la piètre opinion que la «meilleure amie de la Somalie» laisse au peuple qui a souffert de son pillage et de ses vexations.

C'est aussi le sens des déclarations très fermes du président somalien appelant son peuple à la vigilance :

«L'URSS a pris des actions et adopté une position qui mettaient en danger les intérêts et la sécurité de la Somalie». L'intervention soviétique et cubaine, a-t-il dit «est un défi direct non seulement aux pays souverains d'Afrique et de la région et à l'OUA en tant qu'organisation, mais aussi à la conscience de tous les peuples épris de paix et de liberté».

Condamnant la suspension unilatérale de la fourniture d'armes de légitime défense à destination de la République Démocratique de Somalie en violation flagrante des accords existants entre les deux pays, le président Siad Barré a terminé par un solennel appel à la mobilisation populaire :

«J'ai la ferme conviction que vous leur montrerez, à eux et au reste du monde, que vous êtes une nation fière et courageuse qui ne s'inclinera jamais devant l'arrogance et qui est prête à tous les sacrifices pour défendre sa dignité, sa

souveraineté et son unité. Nous ne sommes ni faibles, ni privés d'amis. Les armes modernes pas plus que la supercherie politique ne peuvent nous intimider. Nous édifierons courageusement notre pays et défendrons notre indépendance.»



Le président Siad Barre a le soutien de son peuple à l'occasion de la condamnation de l'URSS.

● Allemagne de l'Ouest

Vendredi dernier, les avocats de Klaus Croissant ont dénoncé les conditions de détention de l'avocat inculpé d'avoir défendu des membres de la bande à Baader. Klaus Croissant se trouve au premier sous-sol de la prison de Stuttgart-Stammheim. Il est enfermé dans une cellule dépourvue de fenêtre et ne disposant d'aucun conduit d'air. Il est de plus surveillé continuellement par le guichet par lequel on lui passe sa nourriture et la lumière reste allumée toute la nuit. Tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme.

Au même moment, se tenait à Hambourg le congrès du Parti social-démocrate, le parti de Schmidt. Les délégués au congrès ont insisté sur la nécessité d'un renforcement de l'armement des unités de la police chargées de la lutte contre le terrorisme.

Willy Brandt, ancien chancelier du gouvernement, réélu à la présidence de son parti, a déclaré : «Notre attitude face à la sécurité intérieure prouve que nous prenons très au sérieux les droits des citoyens et que nous avons le souci d'assurer la liberté de l'esprit.» C'est sans doute au nom de la liberté de l'esprit que l'on enferme Klaus Croissant dans une prison d'où l'on ne sort pas toujours.

Le lendemain, c'est Schmidt lui-même qui dans une interview à Newsweek déclare que la liberté sera respectée et qu'il n'y aura pas de Maccarthysme en RFA. Toutes ces déclarations masquent une réalité différente qui est celle d'un pays où s'exprimer contre le gouvernement devient un acte de terrorisme.

● URSS

Le Comité géorgien a publié à Paris un communiqué signalant l'internement de deux dissidents dans l'Institut de psychiatrie soviétique «Serbsk». Le professeur chargé d'une section de l'Institut a fait savoir que les deux dissidents étaient internés «pour subir des examens» sans donner aucune précision sur la date de l'internement et la durée de détention. D'après le Comité, les deux hommes avaient été accusés en 1976 d'entretenir des relations avec des étrangers, en raison de leur action en faveur des droits de l'homme.

● Espagne

Une grande manifestation de plus de 50 000 personnes a eu lieu à Malaga en Andalousie. Les manifestants ont crié des slogans hostiles au Pacte anti-social de la Moncloa, pacte signé par tous les partis bourgeois allant de vieille droite au PC de Carrillo.

● Philippines
Le président du glorieux Parti communiste arrêté

Le président philippin Marcos a annoncé samedi dans une conférence de presse l'arrestation du président du glorieux parti communiste philippin, José Maria Sison, 38 ans. Celui-ci était recherché depuis 10 ans par les autorités militaires ; quatre autres personnes dont l'épouse de José-Maria Sison, Juliet Delima Sison, membre du Comité Central du Parti, aurait été arrêtées en même temps. Les milieux religieux qui ont les premiers diffusé cette information affirment que le président du Parti philippin aurait déjà été cruellement torturé au cours de ses premiers interrogatoires.

Cette arrestation constitue un dur coup pour le Parti frère des Philippines. Elle donnera pourtant une nouvelle impulsion à la lutte des masses philippines opprimées par l'impérialisme et la réaction et aux maquis révolutionnaires de la Nouvelle armée du peuple que dirige le Parti communiste des Philippines.

BROCHURE ZAIRE
POUR SUIVRE FERMEMENT LA LUTTE
CONTRE LE SOCIAL IMPÉRIALISME
ET SES LAQUIS

Cette brochure écrite par des communistes marxistes-léninistes zairois est éditée par l'APN. Passez vos commandes et payez à l'ordre de APN - BP 279 Paris Cédex 13.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 202 18 29



60 millions avant le 31 décembre

L'HUMANITÉ ROUGE NE DOIT PAS SUPPORTER LES FRAIS DE LA CRISE

Je travaille dans une usine sidérurgique, la seule sans doute en Bretagne. Comme toute la sidérurgie, nous avons eu, depuis le mois de février, 14 jours chômés. Avec les heures supplémentaires qui partent, le 13e mois qui va en prendre un sacré coup, notre salaire mensuel moyen est à peu près de 1 900 F.

Certains peuvent penser, un couple avec 1 900 F par mois (je suis seul pour l'instant à ramener de l'argent à la maison) ce n'est pas le moment de faire des économies.

C'est vrai, nous ne roulons pas sur l'or, mais le budget est avant tout affaire d'organisation. D'autant que nous attendons un gosse pour le mois de janvier, encore une bouche à nourrir.

Est-ce pour autant que nous ne devons pas souscrire à l'Humanité rouge. Est-ce que nous aurions peur de la crise ?

Ma femme et moi nous avons fait nos comptes. Nous avons calculé qu'il était possible de souscrire à l'Humanité rouge. Nous avons décidé en commun de fixer la somme (modeste mais indispensable pour que l'Humanité rouge vive) à 1 200 F en soutien à la bataille lancée par le quotidien.

Car si la crise existe avec toutes ces difficultés, elle ne nous fait pas perdre notre volonté de lutter classe contre classe, contre les deux superpuissances. Et cela nous en sommes conscients, seule l'Humanité rouge quotidien, arme indispensable pour la lutte des travailleurs contre la crise, peut jouer ce rôle.

C'est pourquoi nous disons : l'Humanité rouge ne doit pas supporter les frais de la crise, mais au contraire armer tous les travailleurs pour s'unir et renforcer l'Humanité rouge.

Un couple de lecteurs de Saint-Brieuc

A propos des campagnes sur le soi-disant complot du terrorisme international

Dans un communiqué de presse, le collectif antirépression des peuples en lutte (CAPL) dénonce la technique de l'amalgame pratiquée par les journaux du genre *Aurore*, *France-soir* ou *VSD*, réussissant à confondre dans un même ensemble les derniers événements en RFA, la lutte armée des Palestiniens et l'action au grand jour menée par les autonomistes, cet ensemble étant le soi-disant complot du terrorisme international.

La CAPL considère que

de telles «campagnes qui contribuent à accroître le climat de suspicion, de délation» sont là pour préparer une répression policière contre les mouvements mis en cause et ne lui semblent pas étrangères aux protestations de tels mouvements contre le rassemblement sioniste du 30 octobre.

«Le CAPL... combattra vigoureusement ces amalgames, l'articulation presse-police pour habituer l'opinion à la répression policière».

Stoléru à la peinture rouge

Le secrétaire d'Etat Stoléru, avec les mesures racistes qui portent son nom, a bien mérité la notoriété qui lui vaut de voir sa permanence électorale copieusement maculée d'inscriptions à la peinture rouge.

Car ce monsieur est candidat aux élections, pour le compte des monopoles qui dirigent l'Etat et qu'il sert déjà.

Cela se passait à Saint-Dié, près de Nancy.

• Luxeuil-les-bains

L'affaire du policier agressé

Une histoire montée de toute pièce

Jeudi 3 novembre un policier du commissariat de Luxeuil (Haute-Saône) déclarait avoir été attaqué dans le commissariat et torturé par cinq personnes par «trois Européens et deux Arabes de 20 à 25 ans». Pendant quelques jours ça a été le branle-bas de combat pour les retrouver : portraits robots diffusés dans la presse, nombreux contrôles dans les quartiers immigrés etc. On apprend aujourd'hui que cette affaire serait le fruit de l'imagination fertile du policier. Pourtant un mystère demeure : s'il a réellement été blessé, de quel règlement de comptes a-t-il fait les frais ?

Législatives

ÉCOLOGIE 78 :

AUCUN DESISTEMENT

Dans nos précédents numéros, nous avons essayé de présenter la tactique électorale des forces de droite et de «gauche», telle du moins que l'on peut la définir aujourd'hui. Dimanche dernier, les militants écologistes d'Écologie-78 se sont réunis pour décider si oui ou non, ils se désisteraient au second tour, et de façon générale quelle serait leur attitude face à la «gauche». Dans leur majorité, ils ont décidé : «Ni le diable ni belzébuth», c'est-à-dire ni la droite ni la gauche».

Le débat, parfois très vif a opposé en gros les Amis de la terre de Paris, avec à leur tête Brice Lalonde, aux autres comités et groupes écologiques, dont Philippe Lebreton est l'un des porte-paroles connus.

LES PRESSIONS DE LA GAUCHE

Écologie-78 avait tout d'abord défini une politique indépendante par rapport à tout parti de gauche ou de droite. Certains voulurent ensuite revenir sur cette décision. Le 1er novembre dernier, lors de la réunion centrale des Amis de la terre, certains avaient fait l'analyse suivante : l'Union de la gauche aujourd'hui divisée, le PCF se retrouve plus que jamais dans le camp des pronucléaires ; mais les positions du PS deviennent plus intéressantes, selon eux.

Pour se montrer plus attiré encore, le PS prenait officiellement une position démagogique sur la construction des centrales, mais sans changer sa position de fond. Le PSU faisait de son côté des appels du pied directs aux écologistes, pour une alliance dès le premier tour. Le but de cette campagne était d'amener les écologistes dans le giron de la «gauche» : de grosses flatteries, des grosses pressions...

DES DÉCISIONS CLAIRES

L'offensive fut portée lors du week-end dernier par Brice Lalonde et ses amis. Rejetant une de leurs propositions, Écologie-78 décida de refuser toute alliance au premier tour avec des personnalités ou des partis, «déterminés à faire campagne au second tour pour

d'autres candidats ou formations». Le PSU est ici directement visé.

Les Amis de la terre de reprendre certaines de leurs aspirations. Le but évident était disaient-ils de ne pas favoriser la droite. Proposition refusée elle aussi, pour la même raison.

Brice Lalonde devait alors se mettre très en colère, taper du pied par terre, quitter la salle et démissionner du bureau d'Écologie-78. Les Amis de la terre de Paris devaient le suivre.

UN PAS CAPITAL

Prise à une énorme majorité, 35 votes contre 7, ces décisions sont un pas positif important pour le mouvement écologique qui ne peut par ce moyen que renforcer son indépendance par rapport aux partis traditionnels, de droite ou de gauche. En effet, Écologie-78 marque par là que le terrain de sa lutte n'est pas l'électoratisme, que la lutte électorale est pour le mouvement un moyen de se faire un peu mieux entendre, mais pas de passer des alliances avec les partis bourgeois.

Enfin, ces décisions marquent bien ce que la pratique a appris aux militants écologistes : ni le PS, ni le PCF, ni le PSU ne sont capables au-delà des promesses électorales de répondre aux justes questions du mouvement écologique.

Peut-être certains peuvent-ils sincèrement déplorer que cela se soit marqué par une division. Mais n'est-ce pas là un mal nécessaire

? L'enjeu de mars 78 est important. Il fallait des positions claires. Une écologie intégrée à la gauche, à son projet de gestion capitaliste, ce serait l'intégration dans le système capitaliste. Car la gauche ne propose pas autre chose...

Les Amis de la terre proposaient enfin de ne pas présenter de candidats écologiques dans certains endroits où se présenteraient d'autres candidats capables proposer aussi de se désister pour les candidats les mieux placés entre les deux tours, à condition qu'ils acceptent une plate-forme minimale en cinq points. Proposition également repoussée, car se serait préparer le terrain à la «gauche».

• Marseille Les amis de la terre disent «Non au pouvoir defferiste»

Il est bien évident que les Amis de la terre ne nourrissent pas les mêmes illusions que Brice Lalonde sur les bienfaits de la gestion à «gauche». Ainsi à Marseille, les Amis de la terre ont refusé de participer au Conseil de l'Environnement de la Mairie de Defferre. Certains ont dit que cela aurait permis de donner plus d'audience aux Amis de la terre, mais la majorité des militants, a bien vu que c'était la porte ouverte à l'intégration...

Après l'extradition de K. Croissant Nombreuses manifestations et protestations

La scandaleuse extradition de Klaus Croissant n'a pas mis fin aux protestations et manifestation, bien au contraire.

Des manifestations ont eu lieu partout en France : rappelons la manifestation du 18 novembre à Paris qui a rassemblé trente mille personnes. En province, d'autres manifestations ont eu lieu. A Pau, 200 personnes ont manifesté, à Caen, un millier de personnes se sont rendues devant le palais de justice après avoir défilé dans la ville. A Marseille, plusieurs manifestations eurent lieu, dont l'une au palais de justice. A Pontoise, 200 lycéens ont manifesté devant le tribunal.

D'autres manifestations doivent avoir lieu au début de cette semaine : à Lille, à Bordeaux. A Paris, un meeting devrait avoir lieu à la Mutualité, organisé par onze organisations d'avocats et de juristes dont le syndicat des Avocats de France, le syndicat de la Magistrature, le Mouvement d'Action judiciaire, la Ligue des droits de l'homme.

Le 17 novembre, une quinzaine d'organisations d'avocats et de juristes et des organisations politiques ont dénoncé dans une conférence de presse «le scandale de l'extradition de K. Croissant». Y participaient entre autres : le syndicat des Avocats de France, le Mouvement d'action judiciaire, la Fédération nationale des Unions de jeunes avocats, le syndicat de la Magistrature, l'Association française des juristes démocrates.

A Draguignan (Var) vendredi 18 novembre, Melle Monique Gueman, premier substitut du procureur et vice-présidente nationale du syndicat de la Magistrature a fait une déclaration à l'audience du tribunal de simple police. Elle a exprimé son inquiétude «devant l'impossibilité pour la défense d'exercer utilement les recours», ce qui constitue «une violation des droits de la défense». Des avocats sont intervenus aussi dans de nombreux tribunaux.

La Fédération nationale des déportés et internés

résistants et patriotes (FNDIRP) a également protesté.

EN ALLEMAGNE

Le parquet fédéral s'apprêtait à demander aux autorités françaises une extension des motifs d'extradition et des chefs d'accusation. En particulier, ils souhaieraient que la justice

française ajoute à l'accusation qui lui a fait motiver l'extradition, celle de «création d'association terroriste» qui avait été rejetée par la chambre d'accusation. Les justices allemande et française vont-elles faire un pas de plus dans la violation des lois et dans la répression ?

Extradition de K. Croissant

Les hypocrites

Les protestations se multiplient après l'extradition de K. Croissant, émanant notamment de mouvements d'avocats.

Il n'en est pas de même de nos «grands défenseurs des libertés» que sont les dirigeants des partis de gauche et des syndicats ; leur inaction avant l'extradition a de fait été une précieuse caution à l'odieuse mesure et leur indignation d'aujourd'hui ne révèle que mieux leur hypocrisie. L'hypocrisie est bien d'ailleurs ce qu'ils ont de plus en commun quoique n'en n'ayant pas le monopole : M. Chirac en personne ne s'est-il pas étonné de «l'empressement avec lequel le gouvernement a exécuté l'arrêt d'extradition» ? ajoutant «qu'il est essentiel de respecter toutes les procédures légales». C'est tout aussi hypocritement que ceux qui nous gouvernent affirment l'avoir fait...



● Centre de tri PLM-Paris Intervention des flics

Depuis 13 jours que le licenciement et le conseil de discipline sont annoncés, les directions syndicales ne font toujours rien pour la riposte.

Les sanctionnés avec des panneaux explicatifs informent le personnel et cassent la croûte devant l'entrée. (Voir photo) de la cantine, puis l'entrée des locaux du PLM leur est interdite.

Hier lundi 21, la direction avait appelé les flics pour les vider. Grand embarras pour les délégués syndicaux qui ont demandé aussitôt une audience chez le directeur (résultat négatif) et dont un deux jours auparavant, avait dit « que les sanctionnés étaient de même avec la direction puisqu'elle n'appelait pas les flics pour les virer.

Les deux sanctionnés ont continué à casser la croûte jusqu'à 13 h entourés par de nombreux travailleurs qui les protégeaient.

A 13h, pour bien montrer aux autres travailleurs que s'il y avait de la cogne avec les flics ce n'était pas eux qui la cherchaient,



les deux sanctionnés sont allés à la cantine (qui leur est interdite) prendre un café...

Le directeur a appelé les flics.

Mais la lutte n'est pas près de s'arrêter. L'heure n'est pas à l'attentisme, l'heure est à l'action.

Nous avons appris qu'à la suite du rapport de l'inspecteur du transbord (celui qui se plaint d'avoir été bousculé) qui de plus est adhérent CGT, des sanctions vont avoir lieu à l'encontre de deux autres travailleurs ayant participé à la délégation de masse du 9 novembre.

samedi 19 novembre 6 000 travailleurs français et immigrés manifestaient de Barbès à Ménilmontant au coude à coude pour l'abrogation des mesures Stoléro.

Cette manifestation constitue un vif succès. En effet, depuis que l'initiative en fut lancée par le Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra et d'autres organisations de travailleurs immigrés, une vaste campagne multiforme s'est organisée pour saboter cette juste initiative.

Mesures d'intimidation de la préfecture, condamnation du PCF et de la CGT.

Silence total du PS, là il n'y a rien qui puisse vraiment nous surprendre. Mais le sabotage le plus insidieux a été le fait de l'Union régionale Parisienne CFDT. Et aussi des trotskystes de la LCR et de l'OCT.

Voyons quelle a été l'attitude de l'URP.

Le 8 novembre les deux représentants de l'URP présents à la réunion d'organisation ont motivé leur refus de s'associer à l'appel en invoquant notamment les délais de préparation trop courts pour mobiliser leurs organisations ; mais quelques jours plus tard tombait dans toutes les sections syndicales un numéro de Paris Syndical (bulletin de l'URP) qui contenait un appel à ne pas participer à

la manifestation du 19 novembre. Ainsi là où ils n'avaient, paraît-il, pas le temps de mobiliser, ils ont trouvé le temps et les moyens de démobiliser..!

De plus l'article de cinq pages qui prétend justifier leur sabotage, est un tissu de déformations.

— 1) La proposition de l'URP de «réaliser une riposte de masse avec toutes les organisations d'immigrés, la CGT, la CFDT» aurait été rejetée.

Mais justement la CGT et les quelques organisations d'immigrés qui lui sont liées étaient invitées à cette réunion et ont refusé d'y participer.

D'autre part, quelles sont les initiatives de lutte qui sont ressorties de la rencontre CGT-CFDT au niveau parisien ?

— 2) La proposition de l'URP pour que «la manifestation puisse se dérouler le 26 novembre» aurait été rejetée. Mais justement l'URP a refusé de s'engager sur cette date comme le lui proposaient l'OCT et le PCR (ml).

— 3) La proposition de l'URP d'apporter des modifications à l'appel pour mieux faire le lien entre la situation des travailleurs immigrés et celle des travail-

leurs français» aurait été rejetée.

Il s'agit d'un prétexte puisque tous les participants y compris l'URP avaient affirmé leur accord avec la plate-forme d'appel. Certains proposaient des rajouts qui risquaient de remettre en cause l'unité réalisée, alors que chaque organisation avait toute liberté pour faire sa propre campagne d'explication.

Enfin l'URP prétend que le Comité de coordination et les marxistes-léninistes auraient tout fait pour que la CFDT ne soit pas présente à la manifestation.

Mais alors pourquoi l'URP aurait-elle été invitée, pourquoi trois heures de discussions autour des problèmes posés par ses permanents ? En fait, il s'agit plutôt pour certains permanents de s'aligner systématiquement sur les positions de la CGT. Il y a des permanents qui préfèrent le sabotage de la lutte plutôt que de signer un appel au côté du Comité de coordination, accusé par la CFDT et contre toute évidence (la manifestation du 19 l'a encore prouvé) de ne pas être représentatif.

Ainsi l'attitude de l'URP montre une fois de plus la malhonnêteté d'une ligne qui sacrifie les intérêts ouvriers au profit de l'unité d'action CGT-CFDT dans le giron des partis de gauche.

Echos de Montpellier et sa région

● Montpellier

40 licenciements au Génie civil de Lens (bâtiment)

Le Génie civil de Lens fait partie du trust (CAMPE NON-BERNARD), lié à la Banque Suez-Paribas. A Montpellier, il y a 140 travailleurs dont de nombreux immigrés.

40 licenciements ont été décidés ainsi que la réorganisation du travail. Désormais, les travailleurs seront embauchés au chantier pour 3, 6 mois ou un an). Les ouvriers seraient des intérimaires en quelque sorte. Ceci a comme conséquence la déqualification, la baisse du salaire. Cela vise à em-

pêcher l'implantation syndicale, personne n'aura assez d'ancienneté pour être délégué.

Les dirigeants CGT-PCF discutent avec le préfet et les élus locaux. C'est tout ce qu'ils voient comme lutte. Ce qu'il faut, c'est occuper les locaux-agences, chantiers, dépôts et développer la solidarité avec les autres ouvriers.

D'après une correspondance d'un ouvrier marxiste-léniniste du Génie-civil de Lens

● Béziers

A La Littorale, on continue !

La grève continue à «La Littorale». Les ouvriers sont très décidés à se battre jusqu'au bout pour la sécurité



Une vue de l'assistance nombreuse et enthousiaste au meeting du 15 novembre.

● Montpellier

Le tortionnaire Fabre réintégré à l'Espelidou

Le père Fabre, «éducateur» au foyer de l'Espelidou, avait été arrêté quatre mois après la mort d'Isabelle Le Manach. Il l'avait mise dans une camisole de force, elle en était morte.

Libéré trois mois après son arrestation, il est revenu au foyer en maître absolu. Il a placé un des ses hommes à la direc-

tion et a été nommé «conseiller à vie».

Nul doute qu'avec lui cela va être beau l'éducation et les méthodes de traitement qui font mourir les gens. Quant à la justice bourgeoise, elle défend ce grand dignitaire et ne l'a jamais condamné. Aujourd'hui il est libre et reprend son sale boulot. C'est inacceptable.

● Centre de tri St. Lazare (Paris)

Contre les exclusions de la CFDT

Nous avons reçu de St Lazare (Paris) une lettre faisant état d'une réunion CFDT au cours de laquelle la décision d'exclure les 22 membres de la commission exécutive de Lyon-Gare a été condamnée. Nous en donnons l'intégralité.

La section CFDT St Lazare réunie en commission exécutive, le 19 Octobre 1977 a pris connaissance de l'exclusion des 22 membres de la commission exécutive de Lyon gare. Cette mesure disciplinaire

autoritaire prise déjà à l'encontre de l'Union départementale de Gironde, des sept camarades de Berliet, de deux camarades de Bordeaux-chèques, de l'Union locale 8e-9e n'a été à ce jour, justifiée par au-

cune explication valable et précise, les explications transmises par Lyon-gare démontrent que la démocratie syndicale a été bafouée la mesure d'exclusion prise par le bureau national et l'Union départementale du Rhône, est une décision grave qui nécessite la discussion démocratique dans l'ensemble du syndicat. Par conséquent, nous exigeons l'annulation immédiate et sans conditions de ces exclusions.

● St-Nazaire

GREVE AU CET ARISTIDE-BRIAND

Nous, élèves du secteur technique de la cité scolaire Aristide Briand à St-Nazaire, sommes partis en grève le mardi 15 novembre 1977 sur les revendications suivantes :

— Vétusté des locaux : Toits qui s'affaissent, humidité autour des machines électriques de fait du toit percé d'où risque d'électrocution.

— Conditions de travail : manque d'outillages, machines non installées, création du nouvel atelier de chaudronnerie, machines à écrire qui ne fonctionnent pas. — Gratuité de l'enseignement : cahiers fournis par les élèves, suppression des 20 F d'inscription, bibliothèque inexistante

— Répression : respect des élèves du CET, suppression des brimades (récréation).

Le 17 novembre, manifestation en ville, forte participation des garçons et des filles. Le 19, de 10 H à 12H portes ouvertes. Un comité de vigilance a été constitué à l'initiative des élèves.

Il y a deux ans, il y a déjà eu un mort au CET de garçons.

Correspondant HR